

Notre Université n'est pas à vendre

AMU EN GRÈVE MARDI 10/12 POUR UN ESR À LA HAUTEUR DE NOS BESOINS

L'Assemblée Générale des personnels et usager·s de l'ESR à Aix-Marseille, réunie ce jeudi 5 décembre à St-Charles, rejoint l'appel national des personnels de l'ESR pour un budget qui permette de mener correctement nos missions d'enseignement et de recherche. Les derniers gouvernements ont décidé de faire la guerre aux services publics (baisse de moyens) et aux agent·es de la Fonction publique (gel du point d'indice). Ils s'attaquent au service public de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (subventions pour charges de service public insuffisantes pour fournir le service). **Nous ne les laisserons pas faire.**

Aujourd'hui les coupes budgétaires sont utilisées pour justifier des politiques discriminatoires, comme le dispositif gouvernemental raciste et classiste "Bienvenue en France", déjà partiellement appliqué à AMU et que la présidence entend généraliser au point de porter les frais d'inscription des étudiant·es étranger·es, jusqu'à 2850€ en licence et 3879€ en master. Cette politique interdit l'accès au savoir aux non-nationaux, elle plombe l'université en la privant de ses ressources humaines et ouvre la porte à l'augmentation des frais d'inscription pour toutes les étudiant·s. L'argument budgétaire n'est pas recevable, à l'heure où AMU gaspille 470 000€ dans une campagne "marque employeur" dans le métro parisien. **AMU doit revenir sur cette décision et appliquer la même règle pour toutes.**

Les politiques de libéralisation et de privatisation ont déjà démontré qu'elle ne sont pas une solution, comme au Royaume-Uni où l'augmentation des frais d'inscription s'est soldée par des faillites d'universités.

À AMU, ces politiques se déclinent aussi en pratiques managériales délétères : nos formations sont définies comme des "produits" et nos étudiant·es comme les supports de "compétences" marchandables au bénéfice d'entreprises "clientes". Cette perte de sens du service public détériore un peu plus nos conditions de travail et génère une souffrance désormais endémique. Contre la marchandisation des savoirs, pour un accès libre à l'enseignement et des conditions de travail décentes, notre réponse doit être à la hauteur des attaques. Le rail anglais est en cours de renationalisation après un échec total de l'ouverture au marché privé. **En France les cheminots défendent le service public du rail, contre la privatisation en cours. Rejoignons-les le 10 décembre !**

L'AG appelle les personnels à se mettre massivement en grève mardi 10 décembre et à nous rejoindre à 12h à St Charles pour construire la mobilisation

Rappels sur le droit de grève :

- ✓ La grève est un droit pour toutes et tous
- ✓ Il n'y a aucune obligation à se déclarer gréviste
- ✓ La seule sanction pour la grève, c'est la retenue d'1/30e du salaire

La caisse de grève fonctionne toujours :

Envoyez un mail à mobilisationamu2023@gmail.com avant (cela nous permet d'anticiper) ou après chacune de vos journées de grève pour que nous tenions les comptes des besoins. Quand vos journées de grève sont retirées de votre paye, envoyez votre fiche de paye à mobilisationamu2023@gmail.com. Vous recevrez un chèque vous dédommageant de 45 euros par journée de grève retirée (quels que soient votre statut et catégorie).